

L'Elysée n'a rien voulu lâcher

Les acteurs économiques ultramarins sont ressortis déçus de leur entretien à Paris, hier. Ils n'ont pas obtenu l'engagement attendu de la présidence de la République concernant le maintien à leur niveau actuel des aides aux entreprises des Dom.

Le rendez-vous était très attendu, même si les représentants du patronat ultramarin auraient préféré s'entretenir en direct avec le président de la République. C'est du reste ce qu'ils avaient demandé dans un courrier adressé la semaine dernière au locataire de l'Elysée.

Pendant deux petites heures, hier matin, neuf membres de la délégation dont deux représentants de La Réunion (Jérôme Isautier et Philippe Labro) ont été reçus par le conseiller de François Hollande en charge de l'outre-mer, Marc Vizio. Ce dernier a officié en compagnie de ses homologues de Matignon, de la rue Oudinot et des Affaires européennes.

Au centre des débats : les aides publiques aux entreprises des Dom et la volonté manifeste de la Commission européenne de les plafonner à des niveaux deux à trois fois moindres qu'aujourd'hui en les faisant passer (y compris l'octroi de mer) sous un régime plus souple mais moins favorable, le RGEC (règlement général d'exemption par catégorie, lire notre édition de lundi). En jeu : 1,2 milliard d'euros chaque année pour les seules entreprises de La Réunion soit 6% de son produit intérieur brut !

A sa sortie du 55 rue du Faubourg Saint-Honoré, le président de l'Adir (Association pour le

développement industriel de La Réunion), Jérôme Isautier, témoignait d'un « sentiment déstabilisant. Nous attendions une annonce forte, le fait que le président de la République appelle en personne le président de la Commission européenne pour plaider notre cause. Nous ne l'avons pas eue. La ligne du gouvernement n'est pas modifiée. On s'oriente vers une acceptation du principe de la négociation avec la Commission alors que nous ne voulons justement pas entrer dedans car c'est remettre en cause l'article 349 du traité européen qui reconnaît les spécificités des régions ultrapériphériques. Accepter de négocier, c'est ouvrir la boîte de Pandore. Pour prendre une expression plus locale, c'est le principe de la nasse à bichiques. A la sortie, on se fait prendre ».

« Amateurisme incroyable »

Jérôme Isautier voit tout de même un point positif dans cette histoire : « Nous avons été reçus par quatre conseillers et le directeur de cabinet du ministère des Outre-mer. Cela signifie que le dossier est pris en considération. Nous ne perdons pas espoir. Nous allons maintenir la mobilisation et vérifier si nos politiques ont conscience des enjeux ».

Yann de Prince, qui évoquait



Jérôme Isautier (à gauche) et Philippe Labro représentaient La Réunion, hier, à Paris.

dans nos colonnes en début de semaine un possible « tsunami économique avec des dégâts jamais connus » et mettait en cause la « légèreté » dont aurait fait preuve dans ce dossier le ministère des Outre-mer face à la commissaire européenne à la concurrence, n'était pas présent à Paris mais il se dit catastrophé par la tournure prise par les événements : « Le gouvernement est dans une situation de déni. Il a fait preuve d'un amateurisme incroyable et refuse de faire machine arrière. En procédant de la sorte, le gouvernement ouvre un nouveau monde où 100% de nos entreprises seront touchées. On nous promet des lettres de con-

fort qui n'ont aucune valeur juridique. Improviser de la sorte sur des enjeux cruciaux, c'est fou ! »

Le sujet sera évidemment au cœur de l'assemblée générale du Medef Réunion, demain, même si Yann de Prince ne veut pas aller trop vite en besogne : « Nous allons analyser ce qui s'est dit et voir ce que les chefs d'entreprise en pensent. Nous déciderons alors des actions à entreprendre. Ce qui est sûr, c'est que nous allons interpeller nos parlementaires pour voir s'ils prennent la mesure de la situation ».

A cinq mois des élections régionales, l'affaire pourrait bien prendre une tournure politique...

Cédric BOULLAND

LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION du 01.07.15